

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 21/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOULANGER**

La Tuilerie  
88170 CHATENOIS

Références : S-22-1306RP

Code AIOT : 0006208620

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 de la carrière BOULANGER implantée Les Vieilles Vignes 88170 ROUVRES LA CHETIVE. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un projet d'implantation de panneau photovoltaïque au sein de la carrière est en cours de réflexion.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOULANGER
- Les Vieilles Vignes 88170 ROUVRES LA CHETIVE
- Code AIOT : 0006208620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière de rouvres la chetive est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 42/2022/ENV du 17 juin 2022

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- projet d'implantation de panneaux photovoltaïque.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Projet Photovoltaïque	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.1.2	/	Sans objet
2	Modification de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de panneaux photovoltaïques doit être une activité distincte de la carrière. Il faut un accès différent sans possibilité de croisement des personnels des deux entreprises.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Projet Photovoltaïque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, cessation partielle d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit notifier la date de cet arrêt, au Préfet, 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation.
<b>Constats :</b> Un projet d'installation de panneau photovoltaïque au sein de la carrière est en cours de réflexion. Les panneaux seraient installés sur une zone remise en état et sur la zone de stockage des matériaux (zone pas encore extraite). Avant l'installation des panneaux, il revient à l'exploitant de notifier la cessation partielle d'activité. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. La cessation partielle sera instruite conformément à l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Il est à noter que l'activité liée aux panneaux photovoltaïques et l'activité de carrière doivent être distinctes, c'est-à-dire qu'il faut une entrée distincte et que les personnels des deux entreprises ne doivent pas pouvoir se croiser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Modification de la remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un mémoire précisant les travaux de remise en état et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés au L. 511-1 du Code de l'environnement compte tenu de l'usage défini : agricole, paysager à composante écologique.
<b>Constats :</b> L'implantation de panneaux photovoltaïques modifie l'usage futur déterminé dans l'arrêté préfectoral n° 42/2022/ENV du 17/06/2022 autorisant l'exploitation de la carrière.  Si l'exploitant de la carrière est à l'initiative du changement de l'usage futur, il convient de faire une demande de modification des conditions de remise en état de la carrière.  En revanche, si c'est le propriétaire des terrains qui souhaite modifier l'usage futur, en vertu de l'article R. 512-39-4, l'exploitant de la carrière ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage. Les travaux d'aménagement des terrains sont à la charge du nouveau porteur de projet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet